

# 2017 RAPPORT D'ACTIVITÉ



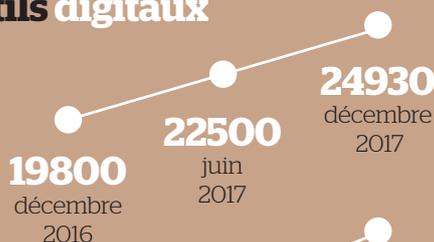
**Merci pour votre engagement permanent**

**50 000** sympathisant-e-s

## Nos outils digitaux



Nombre de followers



Nombre de fans



**+ de 196 000** personnes ont visionné

notre vidéo « Nous accusons BNP Paribas d'aggraver la crise climatique » sur Facebook.

**+ de 98 000** personnes fréquentent

tous les mois notre site internet.

## Des mobilisations créatives en ligne et sur le terrain

**+ de 159 actions non violentes**

ont eu lieu en avril pour dénoncer BNP Paribas, coupable d'évasion fiscale et de crimes climatiques

**+ de 200 ateliers**

étaient proposés au Camp Climat Maury en août 2017.

**+ de 468 affiches**

ont été utilisées pour recouvrir des agences de BNP Paribas et dénoncer ses 468 sociétés offshore.

## La Baleine, le plus vieux journal écologiste militant



En 2017

**4**

numéros de la Baleine ont été édités.

### MARS 2017

« Code minier : une loi pour tourner la page des énergies fossiles ? ».

### JUILLET 2017

« Droits humains, environnement : le long cheminement des banques françaises ».

### OCTOBRE 2017

« Agro-industrie et finance mondiale contre agriculture paysanne ».

### DÉCEMBRE 2017

« Fiers et fières d'être ami.e.s de la Terre ».

## Pétitions : un outil pour faire pression collectivement

### Fermons les vannes à l'huile de palme

+ de 8000 signataires  
[fermonslesvannes.org](http://fermonslesvannes.org)

### Je dénonce l'irresponsabilité des banques

+ de 9000 signataires  
[campagne.amisdelaterre.org/piegeacomptes](http://campagne.amisdelaterre.org/piegeacomptes)

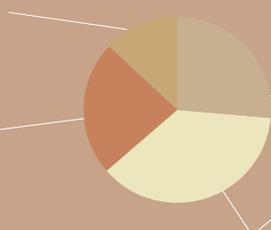
### Stop à l'impunité des multinationales

+ de 7000 personnes ont interpellé le gouvernement français  
[stopimpunite.org](http://stopimpunite.org)

## Sources de financements

Autres  
116 769 €

Autofinancement  
(adhésions et dons)  
210 762 €



Subventions publiques  
(UE, Ministère de l'Écologie,  
Collectivités territoriales...)  
239 682 €

Subventions privées  
(fondations)  
335 330 €

# DÉVELOPPER LA FÉDÉRATION

Dans plus de 75 pays, les Amis de la Terre fédèrent un réseau de 2 millions de personnes partageant une vision commune d'un monde plus juste et soutenable. Depuis bientôt 50 ans, notre fédération soutient la résistance de celles et ceux qui subissent les conséquences directes de la crise écologique, propose des mobilisations qui permettent à chacun-e de s'impliquer à son niveau pour faire bouger les lignes. En France, Les Amis de la Terre ont porté en 2017 des campagnes emblématiques, grâce à une expertise solide et des stratégies de plaidoyer performantes, qui se sont traduites par des mobilisations sur le terrain. Notre fédération se situe à une période charnière de son développement : pour changer d'échelle et accélérer la transition écologique, un mouvement de masse pour la justice climatique doit émerger. Cela passera nécessairement par une transformation de nos outils, qui doivent renforcer notre capacité à mobiliser, résister, transformer.



# PERMETTRE AUX MEMBRES DE SE FORMER ET D'ÉCHANGER

La formation des militant.e.s, l'échange d'expériences et la mutualisation de bonnes pratiques sont essentiels. C'est pourquoi la Fédération organise régulièrement des sessions de formation et des journées d'échange. Ces sessions permettent de réfléchir sur nos pratiques militantes (concevoir une stratégie, organiser une action directe non-violente...), d'acquies des méthodes de travail efficaces (animer une réunion, gérer un projet collaboratif...) ou encore favoriser des rencontres physiques entre les membres d'un groupe de travail thématique.

## UNE MOBILISATION DIVERSIFIÉE, EN LIGNE ET SUR LE TERRAIN

L'année qui vient de s'écouler a été riche en actions pour les militant.e.s, grâce à des activités de sensibilisation ou des actions directes non-violentes. Sur les campagnes banque et huile de palme, près de 14 groupes se sont mobilisés tout le long de l'année en participant activement à des actions directes pour interpellier BNP Paribas, Société Générale et Carrefour. Cette mobilisation de terrain s'est accompagnée d'une mobilisation en ligne, notamment via des pages web dédiées :

- fermonslesvannes.org
- stopimpunite.org
- campagne.amisdelaterre.org/piegeacomptes

En 2017, certains groupes ont démontré une implication particulière dans l'élaboration de stratégies d'action. C'est le cas de "Justice Climatique Angers", qui, après avoir mené une réflexion collective, a mis au point un concept d'action inédit pour interpellier Société Générale en début d'année. Le groupe a d'ailleurs proposé une formation lors du camp climat afin de diffuser le concept au sein du réseau.

Tout comme Justice Climatique Angers, certains groupes de Paris, Nantes ou Marseille ont décidé de s'engager dans les campagnes d'actions des Amis de la Terre, bien qu'ils soient des collectifs composés de militant.e.s issue.s d'autres organisations comme Alternatiba, ANV COP21 ou Attac. Cette dynamique permet de dupliquer nos forces et mobiliser toujours plus de militant.e.s sur le terrain. Les groupes peuvent ainsi se doter de leurs propres outils de communication, recruter des nouvelles personnes et obtenir de la visibilité dans la presse locale.

## LE CAMP CLIMAT MAURY 2017

Le camp Climat Maury 2017, co-organisé par ANV-COP21, Alternatiba et les Amis de la Terre France, a réuni plus de 600 personnes du 4 au 16 août dans les Pyrénées Orientales. Douze jours de formations, d'ateliers, de réflexions stratégiques et de pratique des alternatives qui ont su remplir un objectif clair : passer de la formation à l'implication concrète via les mobilisations prévues dès la rentrée et le nouveau Tour Alternatiba en 2018 !

Au total, ce sont plus de 220 sessions de formations qui ont été animées par 60 formateurs.trices. Le Camp Climat reste un moment clé, permettant à chacune de se former, d'échanger et apprendre. Une palette de formation aussi complète que possible est proposée: action directe non-violente, communication, stratégie, grimpe ou construction d'objets farfelus, il y en avait pour tous les goûts.

## UN RÉSEAU QUI SE RENFORCE AU TRAVERS DES AFFILIATIONS

En 2017 nous avons accueilli au sein de la fédération l'association Résistance à l'Aggression Publicitaire, composée d'une dizaine de groupes locaux. Créée en 1992, RAP a pour objectif de lutter contre les effets négatifs directs et indirects des activités publicitaires sur l'environnement et les citoyens. Son expertise est donc complémentaire à la vision que nous portons d'un monde libéré de la machine productiviste et consumériste. L'affiliation avec RAP se base sur une convergence en matière d'approche stratégique. Radicalité et pragmatisme font également partie du logiciel de RAP. C'est donc basé sur la volonté de gagner des victoires significatives grâce à la diversification des tactiques que nous avons engagé cette affiliation. Ce lien d'affiliation permet à la structure concernée de garder son autonomie en matière de gestion des adhésions, communication et de visibilité tout en intégrant la fédération des Amis de la Terre en tant qu'outil au service des luttes.

## LA COORDINATION NATIONALE DES GROUPES LOCAUX: BILAN DES ÉCHANGES

La Coordination Nationale des Groupes Locaux est un moment d'échange permettant de réunir les groupes des Amis de la Terre au moins une fois par an. Instauré en 2016, la CNGL a permis en octobre 2017 de réunir 13 groupes locaux à Dijon.

La conclusion s'est orientée vers un besoin encore accru d'échanges horizontaux entre groupes. Il a été décidé de créer une liste d'échange email pour l'ensemble des groupes locaux afin de faciliter la communication.





FIERS D'ÊTRE  
**AMIS DE LA  
TERRE**

# STRATÉGIES DE COMMUNICATION: RENFORCER NOTRE VISIBILITÉ ET DÉVELOPPER L'AUTOFINANCEMENT

Les Amis de la Terre France, c'est avant tout une fédération solidaire et ouverte. Chacun.e peut s'impliquer à son niveau, développer de nouveaux projets, sensibiliser autour de soi, renforcer les luttes et promouvoir les alternatives pour des sociétés soutenables.

**Mais, l'organisation des Amis de la Terre ne peut exister que si elle est connue et reconnue.**

Les Amis de la Terre doivent permettre de fédérer des groupes de citoyen.nes impliqués pour bâtir un contre-pouvoir solide en faveur de la justice sociale et environnementale. Renforcer le sentiment d'appartenance à notre mouvement est une priorité : notre famille doit s'agrandir et accueillir celles et ceux qui partagent nos valeurs et notre projet pour des sociétés soutenables.

## VALORISER NOTRE IDENTITÉ GRÂCE A DES NOUVEAUX OUTILS

L'année 2017 a permis de développer des outils de communication institutionnels, dont l'objectif principal était de favoriser la compréhension de notre ADN, de notre histoire et de nos combats.

C'est ainsi que nous avons développé :

- Une vidéo courte, accessible sur les réseaux sociaux et sur notre site Internet. Elle retrace le parcours militant et nos capacités d'action pour «mobiliser, résister, transformer». Elle a été vue plus de 3000 fois !
- Une plaquette de présentation des Amis de la Terre France, qui met en avant nos principaux succès et victoires pour la justice climatique.

Ainsi, nous commençons à piquer la curiosité d'un public plus diversifié et nous pouvons nous en féliciter. Pour autant, ces nouvelles personnes qui nous ont connu au détour de l'une de nos communications ou de nos mobilisations ne sont pas forcément acquises à notre cause et souvent s'évaporent avant même d'avoir pu être remerciées.

Comment les accueillir au sein de notre réseau et les accompagner dans la construction de leur parcours militant ?

Comment assurer une relation toujours aussi attentionnée auprès de celles et ceux qui nous soutiennent depuis longtemps par du temps bénévole ou par des dons réguliers ?

Pour répondre à ces questions, il nous fallait prendre du recul. Nous avons ainsi fait appel à une consultation d'une agence externe afin de réaliser un audit complet sur notre identité, nos outils de communication et nos éléments de discours sur les messages que nous portons.

Cette analyse a permis d'identifier et mettre en exergue nos faiblesses mais aussi nos atouts sur lesquels s'appuyer pour développer la visibilité de la fédération et de ses campagnes. Les premières pistes de réflexion ont donc été établies pour construire, dès 2018, un plan d'action concret et donner le cap des trois prochaines années.

## CONSTRUIRE NOTRE IDENTITÉ A TRAVERS NOTRE UNIVERS DIGITAL

L'année 2017 nous a permis d'identifier les chantiers prioritaires concernant la refonte de nos outils digitaux.

Le groupe de travail dédié à cette thématique a suivi les avancées de ce projet ambitieux. L'univers digital ne comprend pas que la refonte de notre site Internet.

Nous avons aussi posé les jalons en matière d'outils de gestion : par exemple, que faire lorsqu'un-e sympathisant-e signe une pétition sur l'obsolescence programmée, s'inscrit à la newsletter banque, nous fait un don sur le nucléaire ? La réponse est simple : il faut être en mesure de proposer à ces personnes un parcours pour s'engager dans le mouvement.

La connaissance fine des thématiques qui stimulent vraiment nos sympathisant-e-s nous aidera à construire une relation attentionnée et durable en offrant à chacun-e un service et une communication sur-mesure.

## AUTOFINANCEMENT : COMMENT DÉVELOPPER NOTRE INDÉPENDANCE FINANCIÈRE ?

L'audit de notre communication externe nous a permis de mettre en évidence nos lacunes à développer des stratégies plus performantes en matière de collecte de fonds privés.

Ainsi, nous peinons à tendre vers une autonomie financière qui nous permettrait de réduire notre dépendance vis-à-vis des bailleurs. La diminution généralisée des subventions privées ou publiques constitue un point de vigilance pour la pérennité des activités de l'association.

De ce fait, nous avons établi des objectifs chiffrés de développement qui nous permettront de donner plus d'ampleur à nos campagnes et nos mobilisations :

- Doubler la base de nos sympathisants (passer de 50 000 à 100 000 personnes en trois ans)
- Doubler le nombre d'adhérents/donateurs
- Augmenter le don moyen et la part de dons réguliers en vue d'atteindre l'autonomie financière.

L'année 2018 sera décisive dans la définition d'un plan de développement voté lors de l'Assemblée Fédérale pour les trois prochaines années !

# EN DIRECT DE NOS CAMPAGNES

Les campagnes des Amis de la Terre revêtent différentes facettes. La complémentarité et la diversité de nos méthodes et stratégies nous permettent ensemble d'obtenir des victoires tangibles. Pour cela, nous continuons de produire des expertises sur des thématiques pour lesquelles les Amis de la Terre sont identifiés comme une référence. Nous effectuons des actions de plaidoyer auprès des décideurs, et nous travaillons collectivement avec d'autres organisations pour créer des synergies et dupliquer nos forces. Sur le terrain, nous soutenons les collectifs impliqués dans les luttes et les militant.e.s répondent toujours présent.e.s pour se mobiliser lors des actions et mobilisations non violentes. Valoriser les initiatives inspirantes et positives qui nous mèneront vers des sociétés soutenables est aussi un pilier clé.



# PUBLICATIONS 2017

## Décembre 2017 :

- La Baleine 190 : fier.e.s d'être ami.e.s de la Terre !
- Etats généraux de l'alimentation : après les discussions, place à l'action
- Traité ONU : tentative de sabotage de l'Union européenne
- Sables bitumineux : Crédit Agricole renouvelle son financement à TransCanada
- La banque européenne d'investissement reporte sa décision sur le financement d'un gazoduc controversé
- Société Générale à la traîne : des escargots s'invitent au Climate Finance Day
- Noir Dessein, les banques françaises financent toujours plus de charbon
- Huile de palme dans les carburants : la filière commence à bouger
- Les Amis de la Terre France et ActionAid France - Peuples Solidaires quittent la Plateforme RSE
- Loi Hulot : trop d'exemptions et pas assez d'ambition pour être une loi exemplaire et historique

## Novembre 2017 :

- Vaste mobilisation climat à l'été 2018 : le Tour Alternatiba annonce sa deuxième édition
- Nouveau rapport : pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris, pas de place pour le gaz dans le budget carbone restant à l'Europe
- L'UE enlisée dans le gaz : les lobbies derrière la politique européenne de développement des infrastructures gazières

## Octobre 2017 :

- La Baleine 189 : Agro-industrie et finance mondiale contre agriculture paysanne.
- Le traité ONU sur les multinationales et les droits humains franchit une nouvelle étape grâce à la volonté des peuples
- Mettre fin à l'impunité des multinationales : un traité historique sur la table des négociations à l'ONU
- Climat et droits humains : Crédit Agricole et Société Générale sous vigilance
- Nouveau rapport : « Fin de cavale pour les multinationales ? D'une loi pionnière en France à un traité à l'ONU »
- Nouvelles mesures climat de BNP Paribas : un pas dans la bonne direction
- Loi Hulot : sous l'impulsion du gouvernement, l'Assemblée nationale vote une loi en demi-teinte

## Septembre 2017

- Loi Hulot : les améliorations doivent être confirmées et les dernières failles comblées
- Permis offshore prolongé en Guyane : le besoin de renforcer la loi Hulot !
- CETA : la société civile demande un référendum et présente son nouveau rapport
- Assises de la mobilité : une opportunité à saisir pour prendre le virage de la mobilité durable
- Réactions au projet de loi Hulot relatif à l'interdiction de l'exploitation des hydrocarbures en France
- Charbon : les banques françaises divisées un an après la COP21
- 2 milliards pour brûler des déchets, NON !

## Juillet / Août 2017

- La Baleine 188 : Droits humains, environnement : le long cheminement des banques françaises
- Succès du Camp Climat : 600 militants prêts à passer à l'action !
- Loi sur le devoir de vigilance des multinationales - Questions fréquemment posées
- Charbon : l'Accord de Paris partira-t-il en fumée grâce au Crédit Agricole et à Société Générale ?

## Juin 2017

- Le gouvernement prend enfin les mesures nécessaires pour améliorer la qualité de l'air !
- Un Faucheur de chaises condamné pour avoir dénoncé l'évasion fiscale : c'est BNP qu'il faut juger !
- Donald Trump annonce un retrait des Etats-Unis de l'accord de Paris
- Florent Compain condamné pour « vol en réunion » : c'est l'évasion fiscale et les crimes climatiques qui sont coupables !

## Mai 2017

- Mobilisation contre le gazoduc Eridan : la pointe de l'iceberg de nombreux projets d'infrastructures gazières inutiles et dangereux
- La résistance s'organise face aux projets climaticides de BNP Paribas et Société Générale.

## Avril 2017

- Procès : le bras de fer continue entre les Faucheurs de chaises et BNP Paribas
- Les Amis de la Terre publient une note à l'encontre des assureurs qui continuent de soutenir les énergies fossiles
- Anniversaire des Panama Papers et BNP : 468 affiches pour 468 sociétés offshore
- Victoire : Le Salvador interdit les mines métallifères

## Mars 2017

- La Baleine 187 : Code minier, une loi pour tourner la page des énergies fossiles ?
- Publication : un nouveau guide «choisis ta banque» pour aider les citoyen.ne.s à mettre leur épargne au vert.
- «BNP Paribas exporte le chaos climatique» : rapport sur le soutien de la banque au projet d'exportation de gaz de schiste Rio Grande
- Gaz de schiste : des actions ciblent BNP Paribas en France et aux Etats-Unis
- Dakota Access Pipeline : Crédit Agricole fait un petit pas, les autres banques françaises font profil bas
- Devoir de vigilance : le Conseil Constitutionnel valide l'essentiel de la loi
- Nous accusons BNP Paribas d'évasion fiscale et de crimes climatiques
- Devoir de vigilance des multinationales : nous défendons le texte devant le Conseil constitutionnel

## Février 2017

- Des orang-outans interpellent Royal sur le projet de Total d'utiliser l'huile de palme comme biocarburant
- Adoption de la loi sur le devoir de vigilance : un premier pas historique pour le respect des droits humains !
- CETA : après le vote de Strasbourg, faire échec à la ratification nationale
- Trump, Dakota Access Pipeline et les banques françaises
- La Cour de Justice de l'Union européenne doit réglementer les « OGM cachés »

## Janvier 2017

- Société Générale qui avait rejoint un groupe de financeurs d'une centrale à charbon en Indonésie se retire finalement sous notre pression
- Créer un million «d'emplois pour le climat» d'ici 2020, c'est possible
- Code minier : une réforme au goût amer votée à l'Assemblée nationale
- Relaxe totale pour les Faucheurs de Chaises : victoire contre l'évasion fiscale !
- Faucheurs de Chaises : le procès de Jon Palais se transforme en procès de la BNP

**[VICTOIRE]****3 janvier**

Nous avons appris que la Société Générale avait rejoint le groupe de financeurs d'une centrale à charbon, Tanjung Jati B en Indonésie - et ce malgré leurs engagements à ne plus le faire. Nous sommes donc montés au créneau pour qu'elle se retire de ce projet controversé. Et nous avons gagné !

**[MOBILISATION]****9 janvier**

« L'argent de la transition écologique et sociale existe, il est dans les paradis fiscaux. » Le procès du premier Faucheur de chaises Jon Palais ne s'est pas tenu en catimini comme l'espérait celle qui l'accusait, BNP Paribas. 2 000 personnes venues le soutenir à Dax ; des retombées presse innombrables : cette journée mémorable a montré qu'ensemble, nous sommes une force immense. Notre message était légitime : « Ce ne sont pas les Faucheur-se-s qu'il faut juger, c'est l'évasion fiscale en bande organisée. »

**[CAMPAGNE]****25 février**

Si l'huile de palme quitte peu à peu nos assiettes, elle reste ultra consommée en Europe... Aurait-elle trouvé un nouveau débouché ? Oui, près de la moitié de l'huile importée finit maintenant dans le gazole. Mais qui organise dans l'ombre son nouvel avènement ? Notre enquête nous a conduit dans le sud de la France sur les traces d'une raffinerie en reconversion : La Mède. Aux manettes, Total !

**[RAPPORT]****1er mars**

Avec Rainforest Action Network, et Save RGV from LNG, nous avons publié le rapport « BNP Paribas exporte le chaos climatique » sur le soutien de la banque à un terminal d'exportation de gaz de schiste situé dans la vallée du Rio Grande aux États-Unis. Le rapport dresse le tableau noir d'un projet qui menace l'économie et les emplois locaux.

**[MOBILISATION]****11 avril**

200 personnes pour organiser le procès de BNP Paribas à Bar-le-Duc, 250 personnes à Paris devant le siège de la banque, 159 actions non-violentes dans la matinée partout dans Paris : forte mobilisation des Faucheur-se-s de chaises à l'occasion du procès de Florent Compain, président des Amis de la Terre France et second Faucheur de chaises à être poursuivi par BNP Paribas.

**[RAPPORT]****26 avril**

À l'occasion de l'Assemblée générale d'AXA, nous avons publié une note sévère à l'encontre des assureurs qui manquent à leur devoir de protection en continuant de soutenir le développement des énergies fossiles au niveau mondial. Les assureurs investissent dans les risques dont ils sont censés nous protéger, et on devrait trouver ça normal ?

**JANVIER****FÉVRIER / MARS****AVRIL / MAI****[RAPPORT]****12 janvier**

Créer 1 million « d'emplois climat » d'ici 2020, c'est possible ! Nous, syndicats, associations sociales et environnementales soumettons au débat public un rapport qui montre que l'argent nécessaire pour une transition écologique juste socialement ne manque pas. La volonté politique fait, par contre, cruellement défaut.

**[VICTOIRE]****23 janvier**

Le tribunal de Dax a confirmé la relaxe totale pour Jon Palais, premier Faucheur de chaises à être passé en jugement. Cette décision, qui légitime les actions de réquisition de chaises menées par des milliers de personnes depuis 2015, est une victoire symbolique dans la lutte contre l'évasion fiscale et pour la transition sociale et écologique.

**[GUIDE]**

Parallèlement, nous avons souhaité aider les citoyen-ne-s à mettre leur épargne au vert grâce à notre nouveau guide « Choisis ta banque ».

**[MOBILISATION]****11 mars**

Pour soutenir notre président Florent Compain - poursuivi pour ses actions de fauchage de chaises - 150 organisations provenant de 56 pays ont uni leurs voix pour dénoncer l'évasion fiscale et les crimes climatiques de BNP Paribas. Ces hommes et ces femmes du monde entier ont placé à leur tour la banque sur le banc des accusés.

**[VICTOIRE]****27 mars**

Fruit d'un long parcours du combattant, la Loi sur le « devoir de vigilance des multinationales », que nous avons portée, est enfin promulguée. Elle permettra de conduire en justice les grandes entreprises qui bafoueraient les droits humains et l'environnement.

**[VICTOIRE]****27 avril**

Le Salvador a écrit une page d'histoire en devenant le premier pays au monde à interdire les mines métallifères. Le succès de cette lutte de plusieurs décennies est la preuve que des citoyen-ne-s peuvent gagner face aux intérêts des multinationales.

**[MOBILISATION]****23-24 mai**

Les 23 et 24 mai, Juan Mancias, chef des Esto'k Gna du Sud Texas, s'est rendu en France aux Assemblées générales de BNP Paribas et de Société Générale pour leur demander de ne plus financer les projets de terminaux d'exportation de gaz de schiste qui oppressent son peuple. Les actionnaires ne pourront jamais oublier l'image d'un défenseur Texan au milieu de leur assemblée. Et nous avons été des milliers à le soutenir et à amplifier sa voix !



[SCANDALE]

9 juin

Le tribunal de Bar-le-Duc a déclaré le Président des Amis de la Terre Florent Compain coupable de « vol en réunion » pour une action de réquisition de chaises à BNP Paribas. C'est la banque qu'il faut juger, pas les Faucheur-se-s de chaises ! Évasion fiscale et crimes climatiques : c'est elle la vraie coupable... et nous ne manquerons pas de continuer à lui rappeler !



[VICTOIRE]

21 juin

Ensemble, nous avons fait condamner le gouvernement à prendre enfin les mesures nécessaires pour améliorer la qualité de notre air. C'est la première fois qu'une ONG parvient à faire condamner l'Etat à respecter une directive européenne qu'il viole depuis des années. Bientôt des nouveaux plans de protection de l'atmosphère partout en France ? On suivra cela de près.



[CAMPAGNE]

21 septembre

Le gouvernement a présenté un nouveau projet de Loi « mettant fin à l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures » : un titre ambitieux mais un contenu décevant... et les lobbies pétroliers se sont employés à faire pression sur les députées pour en réduire la portée. Nous nous sommes mobilisés pour que l'État mette réellement fin aux énergies fossiles !

[VICTOIRE]

11 octobre

Après des mois de mobilisation citoyenne, de travail acharné de plaidoyer et de détermination sans faille, nous avons réussi à faire plier BNP Paribas pour qui gaz de schiste et sables bitumineux, c'est fini. Cette belle victoire, c'est la vôtre, qui vous êtes mobilisé-e-s sur les réseaux sociaux, dans les rues, dans les agences BNP Paribas.

[RAPPORT]

15 novembre

Avec 848 millions de dollars en actions et obligations dans les entreprises du charbon, le géant de l'assurance français AXA détient à lui seul 30 % des investissements totaux français. Preuve en est que ses engagements adoptés en 2015 et renforcés en 2017 sur le secteur du charbon sont très insuffisants.

[MOBILISATION]

16 novembre

Aujourd'hui, 75 % de l'huile de palme que nous consommons est sous forme de carburants. À Nantes, Angers, Paris et bien d'autres villes encore, nous nous sommes mobilisés dans les stations-services. Attentifs à nos demandes, les principaux distributeurs ont commencé à prendre position pour son interdiction. La pression repose désormais sur le gouvernement.

JUIN

ÉTÉ

SEPT. / OCT.

NOV. / DÉC.

[FORMATION]

Du 4 au 16 août

Impressionnante mobilisation pour le Camp Climat Maury 2017 qui a réuni plus de 600 personnes. Dix jours de formations, d'ateliers, de réflexions stratégiques et de pratique des alternatives qui ont su remplir un objectif clair : renforcer le mouvement pour la justice climatique.

[RAPPORT]

12 octobre

Quelques mois après l'adoption de la Loi sur le devoir de vigilance, nous avons publié avec ActionAid France-Peuples Solidaires un nouveau rapport intitulé « Fin de cavale pour les multinationales ? ». Il décrypte cette Loi encore méconnue et appelle le gouvernement français à promouvoir cette législation au niveau international en soutenant le projet de traité en négociation à l'ONU.

[RAPPORT]

30 octobre

Un nouveau rapport intitulé « L'Europe enlisée dans le gaz - Les lobbies derrière la politique européenne de développement des infrastructures gazières » révèle que l'industrie gazière a dépensé en 2016 plus de 100 millions d'euros pour son lobbying auprès des institutions européennes.

[SCANDALE]

27 novembre

Chaque jour d'autorisation du glyphosate est un jour de trop pour la santé des citoyen-ne-s et des agriculteurs-rices. Et pourtant, l'Union européenne a décidé d'en renouveler l'autorisation pour 5 ans. Sans aucun plan de sortie. Un sursis arraché par Monsanto, Bayer & Co. qui nous scandalise !

[SCANDALE]

12 décembre

Deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, la France a accueilli un sommet international « Finance et climat ». À cette occasion, nous avons participé à un Tribunal des peuples qui, après les témoignages des personnes impactées, a jugé la finance climaticide. Nous nous sommes ensuite mobilisés en masse pour dire haut et fort : pas un euro de plus pour les énergies du passé !





**CHANGER DE  
MODÈLE  
ÉCONOMIQUE:  
DES PRODUITS  
DURABLES ET  
RÉPARABLES**

# LE BLOCAGE DE LA GARANTIE ET LA STRATÉGIE “RÉPARATION”

Depuis 2009, la Campagne Produits Pour la Vie défend une transformation de nos modes de production et de consommation. Elle cible tout particulièrement les équipements électriques et électroniques (EEE) en raison des impacts environnementaux et sociaux de l'extraction à travers le monde et de l'épuisement rapide des métaux.

Suite aux avancées des lois Hamon en 2014 et de Transition énergétique en 2015, l'action des pouvoirs publics sur la durée de vie des produits connaît une certaine stagnation, voir un recul. La Commission et le Parlement européens veulent maintenir à 2 ans les régimes de garantie légale dans toute l'Europe pour une dizaine d'année encore. Rien n'est proposé pour assurer la disponibilité des pièces détachées au delà de ces deux ans. Face à ces revers, les Amis de la Terre développent une nouvelle stratégie centrée sur la réparation. Dans le cadre de l'élaboration de sa Feuille de route économie circulaire, ils travaillent avec le secteur professionnel de la réparation indépendante, ont fédéré les réparateurs agréés et Fnac Darty, autour de demandes communes adressées au Gouvernement, afin d'obtenir le soutien du Ministère de l'économie et des finances. -

## NOUVEAU CHAMP DE BATAILLE: LA CONCURRENCE ET L'ENCADREMENT DES PRIX

Plus de la moitié des biens tombés en panne en France ne sont pas réparés. En cause? L'indisponibilité des pièces, leur prix excessif ou celui de l'intervention dans un contexte où celui du neuf est en baisse constante. Les fabricants feraient des marges importantes sur les pièces détachées, les lient en sous-ensemble, et verrouillent la réparation. Dans l'électronique, ils sont de plus en plus nombreux à ne plus fournir de documents techniques, de programmation logicielle ou à vendre directement des pièces détachées aux réparateurs non agréés, reconditionneurs et acteurs du réemploi. Pour enrayer cette mainmise nous demandons l'adoption d'un règlement européen préservant la concurrence dans la réparation des EEE et l'encadrement du prix des pièces au niveau national. Ce combat coïncide avec celui de la Table ronde de la réparation en Allemagne ou le Right to Repair Movement aux Etats-Unis.

## RENFORCEMENT DU PLAIDOYER EUROPÉEN

L'Union européenne peut imposer des standards environnementaux aux produits circulant sur le marché unique. Un instrument très efficace, que la Commission est réticente à utiliser. Les standards de réparabilité sont pour l'instant trop peu ambitieux. Pour être plus efficaces et s'assurer que la voix des réparateurs indé-

pendants soit entendue au niveau européen, les Amis de la Terre ont rejoint l'alliance d'ONG européenne Cool products.

## CAMPAGNE CONTRE LES DISTRIBUTEURS

Si les fabricants ont un pouvoir certain sur la durée de vie de leurs produits, les distributeurs jouent également un rôle clé dans la surconsommation. Bénéficiant largement de la vente de garantie commerciales, ils s'opposent à l'extension de la durée de garantie, ils peuvent également refuser de vendre des produits qui seraient beaucoup plus durables que les autres. Aujourd'hui, le développement de la Vente en ligne créé un régime à double vitesse qui aggrave d'autant plus cette situation. Les Amis de la Terre ont réalisé un classement de 13 distributeurs d'EEE afin de stimuler une compétition vertueuse. Ils demandent notamment à ce que la Vente en ligne soit tenue d'informer sur la disponibilité des pièces détachées, qu'elles respectent la garantie légale et que cette dernière s'applique dans le cadre des places de marché.

## AUGMENTER LE RECYCLAGE DES DÉCHETS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES

Afin de lutter contre l'extractivisme, les Amis de la Terre défendent :

- l'allongement de la durée de vie des produits
- l'adoption d'objectifs de recyclage par métaux pour les déchets électriques et électroniques
- l'augmentation de l'éco-contribution pour des déchets sous collectés et sous recyclés comme les Smartphones, contenant une soixantaine de métaux.

## DÉNONCER LES IMPACTS DE L'EXTRACTION

Les impacts de l'extraction des métaux composants les produits électroniques sont peu connus du grand public. La responsabilité de multinationale comme Apple, dont la popularité repose grandement sur une image lisse et sympathique, l'est encore moins.

Afin de sensibiliser l'opinion publique aux saccages environnementaux et à la violation des droits humains les plus fondamentaux par l'extraction des métaux en Afrique, en Asie et en Amérique du Sud, les Amis de la Terre ont rejoint la campagne collective #iPhoneRevolt, aux côtés d'Attac, de Résistance à l'Agression Publicitaire, des Engraineurs et de HOP.

Ils ont porté ces enjeux dans les médias, dans la perspective de défendre une application ambitieuse de la loi devoir de vigilance des sociétés mères et de renforcer le plaidoyer pour la réparation et le recyclage. Loin de nourrir le discours poussant à la réouverture des mines en France, le portrait de la réalité dure et complexe des pays extractifs, permet de défendre l'amélioration des conditions d'extraction dans les pays du sud, au travers d'un plus grand partage de la valeur, et non la poursuite de la mise en concurrence et du dumping au travers de l'ouverture de nouveaux sites.

### CHIFFRES CLEFS

**10 à 60 ans**, c'est le nombre d'années de réserves exploitables pour la plupart des métaux stratégiques

**50%**, c'est la division de la durée d'usage des équipements électriques et électroniques en 25 ans

**0 à 30%**, c'est la contribution du recyclage à la demande en métaux

**40 000**, c'est le nombre d'enfants qui travaillent dans les mines artisanales en République Démocratique du Congo, **7000** en Bolivie

**LUTTER CONTRE UN  
MODÈLE ÉNERGÉTIQUE  
ET EXTRACTIVISTE  
DU PASSÉ**



# CONTRER LE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES GAZIERES EN EUROPE

Suite aux avancées obtenues dans le secteur du charbon, nous veillons à ce que ces investissements ne se reportent pas sur une autre énergie fossile tout aussi sale : le gaz. Sous prétexte d'assurer la sécurité d'approvisionnement du continent, aujourd'hui largement atteinte pour la plupart des pays, les projets gaziers se multiplient en Europe : terminaux méthaniers, interconnexions etc.

Ces infrastructures pourraient nous enfermer dans une impasse énergétique, nous condamnant à dépendre du gaz pendant encore plusieurs décennies. Nous avons donc montré avec la publication d'un rapport coordonné par les Amis de la Terre Europe que ces développements dans le secteur du gaz étaient incompatibles avec le budget carbone restant à l'Union européenne pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris.

Par ailleurs, nous avons dénoncé les financements publics à ces nouvelles infrastructures, notamment les prêts accordés par les banques publiques européennes au Corridor gazier du Sud, censé permettre à l'Azerbaïdjan d'approvisionner le sud de l'Europe en gaz. Nous avons aussi démarré une campagne contre le projet d'interconnexion gazière entre la France et l'Espagne, plus connue sous le nom de MidCat ou STEP, selon le tronçon du projet évoqué. En 2018, la lutte contre ce projet ne fera que s'intensifier !

# FERMER LES CENTRALES À CHARBON D'ENGIE, EMPÊCHER LES REVENTES

En 2015, Engie avait annoncé, sous notre pression, mettre fin à tout nouvel investissement charbon. Une belle victoire ternie dès le début de l'année 2016 par l'annonce de l'énergéticien d'une stratégie de rotation de portefeuille, passant notamment par la revente de ses centrales à charbon. Les conséquences sociales et climatiques de ce choix sont de taille: prolongement de la durée de vie des centrales et risque probable d'une précarisation des travailleurs. Après avoir obtenu la fermeture des centrales de Vado Ligure en Italie et d'Hazelwood en Australie en 2016, la bataille sur Engie continue.

En 2017, c'est sur les centrales à charbon chiliennes du groupe que nous nous sommes concentrés. Résultat : des annonces de premières fermetures en 2018 pour les très vieilles unités de Tocopilla (désert d'Atacama). Mais le travail est loin d'être fini, ces fermetures ne représentent que 12% de ses capacités charbon au Chili. De plus, l'énergéticien a entamé un processus de revente pour ses centrales allemandes et néerlandaises, que nous allons essayer d'empêcher. Il est temps qu'Engie cesse de simplement revendre le problème du charbon à d'autres entreprises !

# EN FRANCE : METTRE FIN À L'EXPLORATION ET L'EXPLOITATION DES HYDROCARBURES

Début 2017, nous avons voulu peser sur la réforme du code minier à l'Assemblée nationale : une réforme au goût amer par son contenu pas assez ambitieux, mais surtout car elle restera une fois de plus inachevée, interrompue par la fin de législature.

Une nouvelle opportunité s'est alors présentée quelques mois plus tard avec le nouveau gouvernement et le projet de loi Hulot sur les hydrocarbures. Bien que les objectifs étaient ambitieux et appropriés, le contenu du texte présenté par le gouvernement n'était dès le départ pas à la hauteur des enjeux. Les Amis de la Terre France ont su agir rapidement pour faire des propositions concrètes d'amendements, et nos critiques ont été largement relayées par les médias. Avec les collectifs citoyens, ATTAC France et 350.org, nous avons lancé une courte campagne pour mobiliser les citoyens et interpeller les députés.

La portée de la loi finalement adoptée en décembre 2017 est minime : si plus aucun nouveau permis d'exploration ne sera donné, la loi n'a aucun impact sur tous les projets déjà engagés, même ceux qui étaient pourtant «dormants». Depuis la promulgation de la loi, 10 permis de recherche ont été prolongés, 6 concessions ont été octroyées, prolongées ou étendues.

Si nos propositions d'amendements ont d'abord été reprises en commission, le gouvernement est revenu sur ces quelques avancées, affaiblissant le texte par de nombreuses failles : d'une part, la production pourra se poursuivre au-delà de 2040 si l'industriel n'est pas rentré dans ses frais. D'autre part, la définition des techniques non conventionnelles interdites exclut intentionnellement les gaz de couche, pourtant non conventionnels, malgré leur lourd impact climatique. Enfin, le texte garde surtout une portée symbolique puisque la production d'hydrocarbures en France ne couvre qu'1% de la consommation d'énergie en France.

## CHIFFRES CLEFS

**Près de 4 milliards d'euros** : c'est le montant total des prêts accordés par les banques publiques européennes pour le Corridor gazier du Sud

**200 éoliennes de 2 MW** : c'est l'équivalent de l'investissement qui pourrait être réalisé si le projet d'interconnexion gazière en la France et l'Espagne STEP voyait le jour

**9** : c'est le nombre d'années de combustion de gaz et autres énergies fossiles, qu'il reste aux pays de l'UE avant d'avoir épuisé leur part du budget carbone restant pour rester sous la barre des +2°C.

# PAS UN EURO DE PLUS POUR LES LES NOUVEAUX PROJETS FOSSILES



Coup d'oeil dans le rétroviseur. En 2016, les banques françaises mettaient un terme à tous leurs soutiens directs aux nouvelles infrastructures de charbon, et adoptaient de premières exclusions sur les entreprises actives dans ce secteur. Mais loin de satisfaire aux objectifs climatiques inscrits à l'Accord de Paris, leurs politiques charbon comprenaient encore de profondes lacunes. Et par dessus tout, aucune banque n'avait encore pris des engagements sur les autres énergies fossiles.

Au contraire, nous apprenions en 2016 que les banques françaises, BNP Paribas en tête, appuyaient le développement de projets aussi inutiles que controversés, parmi lesquels le tristement célèbre Dakota Access Pipeline. Soutiens financiers en totale contradiction avec les impératifs décrits par la science climatique : ne plus construire de nouvelles infrastructures fossiles et amorcer la fermeture de l'existant, depuis l'extraction jusqu'à la consommation.

Pour 2017, nous fixions donc deux priorités :

- pousser un premier gros investisseur à poser les jalons d'un réel désinvestissement des entreprises charbon
- pousser les banques à adopter de premières exclusion des autres secteurs fossiles.

## BATTRE EN BRÈCHE LES PROJETS TOXIQUES NORD-AMÉRICAINS

En 2017, nous avons lancé la campagne sur le financement des banques françaises aux projets fossiles les plus polluants : sables bitumineux, gaz et pétrole de schiste, forages ultra-profonds et en Arctique, terminaux de gaz naturel liquéfié. En ligne de mire : les projets de pipelines de sables bitumineux et de terminaux d'exportation de gaz de schiste aux Etats-Unis. En toile de fond : les violations des droits des Peuples autochtones d'une part, le déni climatique et l'attitude pro fossile de l'administration Trump d'autre part.

Nous avons appris en 2016 que BNP Paribas avait été mandaté en tant que conseiller financier pour un projet de terminal d'exportation de gaz de schiste dans la vallée du Rio Grande, Texas LNG. Après avoir lancé un ultimatum à la banque, nous avons donc mené une campagne acharnée tout au long de l'année. Publication de rapports, organisation d'actions coup de poing, venue de témoins texans aux Assemblées générales, voyage de terrain au Texas avec un youtubeur pour documenter les impacts du projet, le tout accompagné d'un plaidoyer sans relâche, ont mené à une victoire exceptionnelle.

En octobre 2017, la plus importante banque française s'est non seulement retirée de Texas LNG, mais a adopté la politique pétrole et gaz la plus ambitieuse au monde. BNP Paribas a mis fin à tous ses soutiens aux projets de sables bitumineux et gaz de schiste, ainsi qu'aux entreprises les plus actives dans ces industries. En décembre, les autres banques emboîtaient le pas à BNP Paribas à des degrés variables. Mais la faiblesse des mesures annoncées par Société Générale et Crédit Agricole leur impose de revoir dès aujourd'hui leurs engagements à la hausse.

Nous apprenions en outre en mai 2017 que Société Générale a un même mandat de conseil, sur un projet voisin et deux fois plus gros que Texas LNG, le projet Rio Grande LNG. Nous nous y opposerons aussi longtemps que Société Générale n'aura pas suivi la voie ouverte

par BNP Paribas.

## TRAQUER LES SOUTIENS FINANCIERS AUX DÉVELOPPEURS DE CHARBON

Malgré les nombreuses victoires obtenues depuis 2013 pour contrer les financements des banques françaises au secteur du charbon, ces dernières contribuent toujours au développement de ce secteur extrêmement dangereux pour le climat et la santé. Comment ? En finançant non plus les projets de centrales à charbon, mais les entreprises qui continuent à les construire.

En 2016, nous alertions sur ce sujet et obtenions des avancées, notamment en ciblant BNP Paribas. Mais la bataille s'annonçait rude du côté des banques peu enthousiastes à renoncer à des clients et nous décidions alors d'aller d'abord chercher un engagement à ne plus soutenir ces entreprises du côté des assureurs français. Car oui, eux aussi soutiennent ces entreprises en y investissant les primes levés auprès de leurs clients, et même en les assurant pour AXA et SCOR.

Après un long travail de plaidoyer et la publication de deux rapports dénonçant l'hypocrisie des assureurs censés nous protéger alors qu'ils soutiennent un secteur qui menace notre futur, nous avons obtenu un engagement sans précédent de la part d'AXA : ne plus investir dans les développeurs de nouvelles centrales à charbon et autres entreprises du secteur, soit un désinvestissement de près de 3 milliards d'euros - sans parler des 800 millions aussi désinvestis des sables bitumineux. En plus d'AXA, la Fédération Française de l'Assurance déclarait quelques jours avant le One Planet Summit organisé par Emmanuel Macron que ses membres ne souhaitent plus investir dans des compagnies qui n'abandonnent pas leurs plans de développement dans le secteur du charbon.

Ces déclarations nous suffisent à repartir à l'assaut des banques en 2018 pour les pousser à mettre une fois pour toute un terme à leurs derniers soutiens au secteur du charbon !

Ce fut un travail de l'ombre : rendez-vous avec les assureurs, table-ronde avec l'intégralité des banques et quelques assureurs, intervention devant l'ensemble des assureurs... Nous avons aussi fait entendre nos demandes jusqu'au sein même du gouvernement en faisant inviter notre partenaire allemand expert du sujet à intervenir au Climate Finance Day à Bercy devant l'ensemble du secteur financier français.

### CHIFFRES CLEFS

Ce sont **120 entreprises** qui prévoient encore la construction de 1 600 centrales à charbon dans le monde  
**3 projets de pipelines de sables bitumineux** et **36 projets de terminaux de gaz de schiste liquéfié** sont actuellement en projet ou en construction aux Etats-Unis.  
AXA a désinvesti **3,1 milliards de dollars** des secteurs du charbon et des sables bitumineux en 2017.

# DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT FACE AU POUVOIR DES MULTINATIONALES



2017 a été une année d'avancées et d'espoirs concernant la lutte contre l'impunité des multinationales : elle a commencé par l'adoption d'une loi pionnière en France en février, et s'est terminée en octobre par la discussion à l'ONU des premiers éléments du futur traité visant à contraindre les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement.

## EN FRANCE : UNE GRANDE VICTOIRE APRÈS UN LONG PARCOURS DU COMBATTANT !

Fruit de longues années de mobilisation et de plaidoyer des Amis de la Terre et de leurs partenaires, et au compte de près de trois ans et demi de parcours législatif, la loi française sur le devoir de vigilance des multinationales a été définitivement adoptée le 21 février 2017. Après avoir fêté cette victoire lors d'un événement à l'Assemblée nationale en présence du ministre de l'Économie, Michel Sapin, nous avons dû nous mobiliser une dernière fois avec nos partenaires associatifs et syndicaux, pour défendre cette loi devant le Conseil Constitutionnel, qui avait été saisi par des députés et sénateurs, sous pression des lobbies. Finalement validée par le Conseil Constitutionnel, cette loi pionnière est rapidement devenue une référence au niveau international, inspirant des législations similaires dans d'autres pays (Pays-Bas, Suisse, Royaume-Uni), et le projet de traité discuté à l'ONU.

Les sociétés-mères et entreprises donneuses d'ordre ont donc maintenant l'obligation de prévenir les violations aux droits humains et les dommages environnementaux causées par leurs activités et celles de leurs filiales, sous-traitants et fournisseurs, en France comme à l'étranger, et leur responsabilité pourra être engagée devant le juge. Cette loi est loin d'être aussi ambitieuse que nous l'aurions souhaité, mais c'est un premier pas indéniable qui pourra créer un effet d'entraînement en dehors de nos frontières.

L'enjeu est maintenant de faire connaître et appliquer cette loi de façon ambitieuse. C'est pourquoi, avec nos alliés, nous avons organisé une formation en juillet 2017 à destination d'autres associations et syndicats français, ainsi qu'un séminaire à l'Université d'été des mouvements sociaux à Toulouse en août. Nous avons à cette occasion publié un premier document collectif répondant aux questions fréquemment posées sur cette loi.

Enfin, en octobre 2017, nous avons publié le rapport « Fin de cavale pour les multinationales ? », qui décrypte cette loi encore assez méconnue au travers de trois cas concrets de violations des droits humains et de dommages à l'environnement commis par des entreprises françaises. Mis en valeur sur une nouvelle page web stopimpunite.org, la sortie de ce rapport a été accompagnée de la vidéo « 5 trucs pour punir une multinationale » réalisée par Partagez c'est sympa, en partenariat avec Les Amis de la Terre et ActionAid France-Peuples Solidaires, qui a été vue par près de 2 millions de personnes.

## OBTENIR LE SOUTIEN DE LA FRANCE AU PROJET DE TRAITÉ ONUSIEN

Au niveau international, le sujet progresse également dans le cadre des négociations sur la création d'un « instrument international juridiquement contraignant » à l'ONU depuis 2015. Forts de la victoire obtenue en France, nous avons redoublé nos efforts à l'ONU, 2017 marquant une nouvelle étape importante pour ce projet de traité sur les multinationales et les droits humains. Après deux ans de discussion générale, de premiers éléments de traité étaient enfin discutés par les États.

Membres de l'Alliance pour un traité (Treaty Alliance) et de la Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples et démanteler le pouvoir des multinationales, les Amis de la Terre sont un membre moteur au niveau international sur ce sujet, et également aux niveaux européen et français. Parmi les toutes premières organisations mobilisées dès 2014, nous coordonnons la coalition française pour le traité ONU, qui regroupe maintenant 11 associations et syndicats.

Face aux manœuvres de l'Union européenne contre ce processus onusien, nous avons agi pour que la France se démarque et joue un rôle actif pour modifier la position de l'UE. C'est ainsi qu'en quelques mois, plusieurs succès ont été obtenus en France grâce aux activités réalisées avec nos partenaires : déclaration de soutien du Ministre des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale le 17 octobre 2017, lettre de 245 parlementaires au président Macron lui demandant de soutenir le traité et faire bouger l'UE, pétition signée par 8500 personnes, etc.

Au sein de la délégation des Amis de la Terre International, nous avons assisté aux négociations à Genève. A cette occasion, nous avons organisé une conférence à l'ONU sur la loi française, afin de partager les leçons qui peuvent inspirer le traité onusien, tant en termes de contenu que de processus.

## NOUVEAUX HORIZONS : RÉDUIRE L'INFLUENCE DES LOBBIES

Dans ces combats comme sur les autres qui nous mobilisent pour construire des sociétés soutenables, nous sommes confrontés en permanence au poids démesuré des lobbies du secteur privé, qui font échouer ou affaiblissent l'adoption de politiques publiques ambitieuses pour protéger réellement les populations, l'environnement et le climat.

Face à ce constat, les Amis de la Terre France ont décidé à partir de fin 2017 de renforcer leurs actions visant à mettre en lumière et dénoncer l'influence de ces lobbies. Nous avons ainsi publié une enquête sur le secteur gazier en novembre 2017, qui sera suivie d'autres enquêtes sur le lobbying en 2018.

Les Amis de la Terre et l'Observatoire des multinationales ont également impulsé la création d'un groupe de travail « lobbying » au sein du Forum citoyen pour la RSE.

# COMMERCE ET INVESTISSEMENT : LIMITER LES PRIVILÈGES DES MULTINATIONALES



CETA = TA  
DANGER  
watch

TAFTA = CETA = OGM + AGRIBUSIIS  
+ MALBOUFFE + DISPARITION DES RYSANS  
www.COLLECTIFSTOPTAFTA.OG | @STOPTAFTA

STOP  
TAFTA  
& CETA

QUI...  
#STOPTAFTA

## MOBILISÉS CONTRE LA RATIFICATION DU CETA...

Après l'année 2016 marquée par la signature du CETA (accord de commerce et investissement entre le Canada et l'Union européenne), les Amis de la Terre et le collectif Stop TAFTA-CETA sont restés mobilisés contre sa ratification.

L'année 2017 a commencé par une journée européenne de mobilisation décentralisée le 21 janvier. Nous avons été particulièrement présents à Lyon, avec le groupe local du Rhône, très actif sur ce sujet déjà l'année précédente.

Les Amis de la Terre France, aux côtés des Amis de la Terre Europe, Alternatiba et le réseau européen S2B, ont été très actifs dans l'organisation d'une grande mobilisation de trois jours à Strasbourg contre la ratification du CETA par le Parlement européen. Si le Parlement européen a malheureusement voté majoritairement pour la ratification du CETA, on peut néanmoins souligner que notre mobilisation en France a eu un réel impact puisque seuls 16 des 74 eurodéputés français ont voté pour.

Dans les mois suivants, nous avons aussi proposé des mobilisations en ligne. Avec le collectif national, nous avons fait un poisson d'avril pour rappeler la responsabilité du président et gouvernement français : nous avons créé un faux site internet copiant le site internet de l'Elysée, et un compte twitter pour annoncer que la France ne soutenait plus le CETA et son application provisoire.

Pendant les élections législatives, toujours avec le collectif, nous avons créé un site internet et un questionnaire pour interpellier les candidats et les pousser à prendre position sur le CETA et les autres accords de commerce et investissement.

Enfin, à l'automne, Les Amis de la Terre ont participé à la rédaction d'un « contre-rapport » CETA, publié en même temps que le rapport sur le CETA commandité par le gouvernement (pour lequel nous avons été auditionnés). A cette occasion, nous avons demandé la réalisation d'un référendum sur la ratification du CETA par la France, et la suspension de son application provisoire, commencée le 21 septembre 2017.

La bataille n'est pas complètement terminée puisque le CETA doit encore être ratifié par les Parlements nationaux.

## ... ET LA SIGNATURE D'AUTRES ACCORDS DANS LE MONDE

Si les traités avec les Etats-Unis (TAFTA) et le Canada (CETA) ont concentré l'attention des médias et la mobilisation citoyenne, ces deux accords ne sont que la partie émergée de l'iceberg. En effet la Commission européenne a conclu et est en train de négocier d'autres accords de libre-échange (avec le Japon, le Mercosur, le Mexique ou encore des pays de l'ASEAN tels que l'Indonésie, la Malaisie et le Vietnam), dont les impacts seraient tout aussi néfastes pour l'intérêt général.

Afin de mettre en lumière ces accords peu connus et leurs risques, Les Amis de la Terre, avec l'AITEC et le Corporate Europe Observatory, ont organisé une réunion publique à Montreuil en juin 2017. Nous avons également participé à des réunions stratégiques avec nos partenaires européens, et une conférence à Bruxelles sur le projet de l'UE de créer une Cour multilatérale d'investissement. Ce projet vise à mettre en place une Cour internationale spéciale pour « protéger » les investisseurs étrangers, qui leur permettrait de poursuivre les gouvernements au motif que des décisions de politiques publiques sanitaires, sociales, fiscales ou environnementales affecteraient leurs bénéfices, réels et/ou escomptés.

En d'autre mot, cette cour permettrait de conforter et d'institutionnaliser les mécanismes de règlements des différends entre investisseurs et Etats (RDIE ou ISDS en anglais), qui ont pourtant été un motif central d'opposition des citoyens aux accords de libre échange et de protection d'investissement actuels.

Pour rappel, presque 900 litiges ont officiellement été répertoriés et une consultation européenne lancée par la Commission en 2014 a reçu un nombre record de 150 000 commentaires rejetant à 97% le mécanisme.

A ce sujet, en 2017, nous avons coordonné avec l'Institut Veblen une lettre au gouvernement et députés français, les alertant sur les risques de ce projet de Cour multilatérale d'investissement et demandant au contraire de consacrer leurs ressources et efforts pour soutenir le projet de traité à l'ONU, afin de protéger les droits humains et l'environnement plutôt que les intérêts privés des multinationales.

**STOP**  
A L'HUILE DE  
**PALME**  
DANS LES  
BIOCARBURANTS



A peine chassée de nos frigos, l'huile de palme c'est glissé dans nos Réservoirs.

## SAVIEZ-VOUS QUE 75% DE L'HUILE DE PALME QUE NOUS CONSOMMONS L'EST SOUS FORME DE CARBURANTS ?

Une tendance nouvelle et en plein développement depuis que les industriels ont réussi à mettre au point une technique (l'hydrotraitement) permettant de fluidifier cette huile et de l'utiliser massivement comme carburant.

## UNE «BIO RAFFINERIE» PRES DE MARSEILLE ?

A la Mède, près de Marseille, c'est Total qui s'est lancé sur ce nouveau marché en annonçant la reconversion de la raffinerie en une « bio raffinerie » de taille mondiale. Et pour la faire tourner, le géant du pétrole prévoit d'importer des quantités massives d'huile de palme. C'est grâce au travail d'épluchage du dossier d'enquête public des Amis de la Terre France, et des acteurs locaux (Amis de la Terre Bouche du Rhones, Alternatiba Martigues et Collectif Climat Pays d'Aix) que nous découvrirent que Total prévoyait d'importer plus de 500 000 tonnes d'huile de palme, brute ou sous forme de dérivés. Total deviendrait ainsi le premier importateur français d'huile de palme.

Encore une fois, Total est à contre-sens de l'Histoire puisqu'en parallèle s'ouvre à Bruxelles, la révision de la directive européenne sur les énergies renouvelables. C'est cette directive qui fixe les règles au niveau européen concernant les "biocarburants" et l'Europe est bien décidée à mettre fin à l'utilisation d'huile de palme dans les carburants (à défaut, malheureusement, de mettre fin tout simplement à sa politique de soutien aux agrocarburants!)

Lorsque Nicolas Hulot arrive au Ministère en mai 2017, les Amis de la Terre posent sur sa table le dossier de la reconversion de la raffinerie de Total. Point fort: la CGT, syndicat majoritaire refuse également le plan de reconversion de Total. Les Amis de la Terre publient en avril ainsi un rapport pour demander une transition juste et soutenable de la raffinerie. En novembre, la CGT, Alternatiba et les Amis de la Terre organisent ensemble un débat public à Martigues sous la bannière "Justice climatique, justice sociale: même combat!".

## PLAN CLIMAT - SOUS LA PRESSION DES LOBBIES

En juillet, Nicolas Hulot fait un grand pas en avant en annonçant lors de la présentation du Plan Climat que le gouvernement souhaite fermer une fenêtre qui donne « la possibilité d'incorporer de l'huile de palme dans les biocarburants ».

Aujourd'hui, les travaux n'ont pas commencé et aucune autorisation n'est encore délivrée : il est encore temps d'agir et c'est ce que doit faire Nicolas Hulot comme prévu dans le Plan Climat. L'annonce de Nicolas Hulot provoque aussitôt la colère de l'Indonésie et de la Malaisie, les deux principaux pays producteurs d'huile de palme. Depuis plusieurs années, l'huile de palme alimente les tensions diplomatiques avec l'Europe. Après avoir réussi à tuer in-extremis la « taxe Nutella » en 2014, les lobbies malaisien et indonésien se remobilisent. Le premier ministre malaisien appelle en personne Nicolas Hulot, et surtout fait pression sur le cabinet du Premier Ministre. La Malaisie joue la carte du chantage économique. L'Indonésie, plus discrète, rappelle que Serge Atlaoui, un Français incarcéré depuis 2005 pour une supposée complicité dans un trafic de drogue, est condamné à mort et que sa peine pourrait bien être appliquée.

## UNE PALME POUR LES DISTRIBUTEURS

Pour montrer que nous ne sommes pas seuls, les Amis de la Terre réunissent une grande coalition d'ONG mais surtout interpellent les distributeurs de carburants, clients de Total, pour les informer sur la présence d'huile de palme dans les carburants et leur demander de s'engager. Dès nos premiers échanges, Leclerc et Systèmes U annoncent qu'ils ont pris des mesures pour exclure l'huile de palme. Un dialogue poussé s'ouvre avec Intermarché, qui finira par annoncer un plan d'élimination de l'huile de palme avant 2020. Les discussions sont plus compliquées avec Carrefour, Auchan et Casino.

A l'automne 2017, une vingtaine de groupes ANV/Alternatiba/Amis de la Terre se mobilisent en organisant des actions dans les stations-service. Le 16 novembre, le siège social de Carrefour est occupé... et quelques semaines plus tard, la Fédération du Commerce et de la Distribution (qui regroupe Carrefour, Auchan, Cora et Casino) écrit au Premier Ministre pour soutenir notre demande. L'Alliance Française pour l'Huile de Palme durable, qui regroupe les principaux industriels français qui utilisent l'huile de palme, rejette la candidature de Total (qui souhaitait rejoindre cette plateforme pour se « verdir ») et publie dans la foulée une position expliquant pourquoi ils sont contre l'utilisation d'huile de palme dans les carburants.

En 2018, la bataille continue!

A silhouette of a person standing on a hillside, holding a pickaxe. The person is facing away from the camera, looking out over a vast, hazy landscape under a sky filled with large, white clouds. The overall tone is somber and contemplative.

**POUR UNE  
TRANSITION  
ÉCOLOGIQUE  
SOCIALEMENT  
JUSTE**

La transition écologique ne doit et ne peut pas se construire au détriment des salariés et des populations dépendantes de certains secteurs de notre économie, qui sont amenés à se transformer. Nos sociétés ne pourront être soutenables que si elles riment avec plus de justice sociale.

Pour cela, il est nécessaire de prendre en compte les contraintes des secteurs d'activité vulnérables aux politiques climatiques afin d'accompagner les travailleurs vers d'autres emplois ainsi que les entreprises et territoires vers d'autres modèles économiques. Pour cela, les Amis de la Terre ont choisi de travailler directement sur des territoires confrontés à des enjeux de reconversion industrielle.

## ACCOMPAGNER LA FERMETURE DES CENTRALES À CHARBON FRANÇAISES

En juillet 2017, Nicolas Hulot annonçait dans son plan climat la fin du charbon en France d'ici 2022. Fermeture des centrales ou reconversion vers des "solutions moins carbonées", tel est l'enjeu pour les territoires des quatre centrales à charbon restantes en France (Cordemais, Le Havre, Gardanne et Saint-Avold).

Pour ne pas reproduire le scénario de Gardanne 'bois contre emplois', dossier que les Amis de la Terre Bouches-du-Rhône continuent à suivre de près, nous avons entamé les discussions avec le monde syndical, politique et économique pour aboutir à des plans de reconversion justes socialement et soutenables écologiquement. Décrypter les plans de reconversion sur la table, établir des recommandations et construire le dialogue avec les salariés des centrales avant que les contrats de transition écologique soient lancés sur les territoires, c'est notre objectif !

## CONSTRUIRE DE NOUVELLES ALLIANCES AVEC LES SYNDICATS

Notre travail sur les centrales à charbon et sur la raffinerie de la Mède nous a permis de construire de nouveaux espaces de dialogue avec les syndicats, tant au niveau local que national. L'alliance créée avec la CGT sur la reconversion de la Mède en bio-raffinerie à l'huile de palme nous a notamment permis de crédibiliser notre approche envers les syndicats pour d'autres dossiers.

Les différences de vision et de manières de militer ne rendent pas la tâche simple, mais ce sont des échanges indispensables à intensifier et à étendre au-delà du monde syndical pour que la construction de sociétés soutenables contribue aussi à la justice sociale.

## 1 MILLION D'EMPLOIS POUR LE CLIMAT

Accompagner les transitions, ce n'est pas seulement s'assurer que les fermetures de sites soient justes socialement mais c'est aussi montrer que les secteurs de la transition écologique sont créateurs d'emplois et défendre les droits des travailleurs de ces nouveaux secteurs. C'est pourquoi nous nous sommes associés à la plateforme emplois-climat, réunissant des acteurs associatifs et syndicaux, qui a publié un rapport en 2017 intitulé "1 million d'emplois pour le climat".

Ce rapport démontre qu'il est possible de créer d'ici 2020 un million d'emplois nets dans les secteurs liés à la transition écologique pour un coût total de 105 Md € en rythme de croisière. Les propositions sont déclinées par secteurs d'activité et mises en relation avec les besoins financiers nécessaires pour créer ces emplois additionnels.

### CHIFFRES CLEFS

**1000 emplois** : c'est le nombre d'emplois directs concernés par la fermeture des centrales à charbon en France  
Créer **1 million** d'emplois pour le climat d'ici 2020, c'est possible !

# DU CÔTÉ DES GROUPES LOCAUX

Découvrez la carte de nos groupes locaux ! N'hésitez pas à les contacter pour les rejoindre. Si vous souhaitez monter un groupe local « Amis de la Terre » près de chez vous, faites-nous part de votre projet à [france@amisdelaterre.org](mailto:france@amisdelaterre.org)  
Nous vous aiderons à vous lancer !



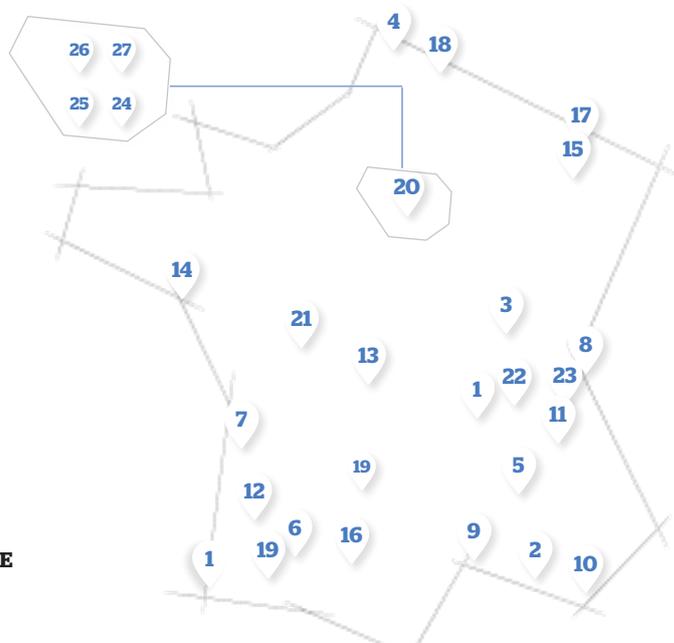
# DES GROUPES LOCAUX SUR LES TERRITOIRES



Résistance  
à l'Aggression  
Publicitaire

**NOUVELLE ASSOCIATION AFFILIÉE**  
**RAP (RÉSISTANCE A L'AGRESSION PUBLICITAIRE)**  
khaled.gaiji@antipub.org

**NOUVEAU GROUPE LOCAL**  
**AMIS DE LA TERRE NORD BEARN**  
atnb@greli.net



**1 GROUPE ASSOCIÉ BIZI !**  
info@bizimugi.eu

**2 AMIS DE LA TERRE BOUCHES DU RHÔNE**  
bouchesdurhone@amisdelaterre.org

**3 AMIS DE LA TERRE CÔTE D'OR**  
amisdelaterre21@gmail.com

**4 AMIS DE LA TERRE DUNKERQUE**  
nicolas.fournier48@orange.fr

**5 AMIS DE LA TERRE DRÔME**  
drome@amisdelaterre.org

**6 AMIS DE LA TERRE GERS**  
amisdelaterre.gers@gmail.com

**7 AMIS DE LA TERRE GIRONDE**  
aurelie.schild@gmail.com

**8 AMIS DE LA TERRE HAUTE-SAVOIE**  
contact@amisdelaterre74.org

**9 AMIS DE LA TERRE HÉRAULT**  
AT34@orange.fr

**10 AMIS DE LA TERRE HYÈRES**  
athyeres@sfr.fr

**11 AMIS DE LA TERRE ISÈRE**  
atisere@gmail.com

**12 AMIS DE LA TERRE LANDES**  
landes@amisdelaterre.org

**13 AMIS DE LA TERRE LIMOUSIN**  
martine.laplante87@gmail.com

**14 AMIS DE LA TERRE LOIRE-ATLANTIQUE**  
pathy44.amt@gmail.com

**15 AMIS DE LA TERRE MEURTHE ET MOSELLE**  
meurtheetmoselle@amisdelaterre.org

**16 AMIS DE LA TERRE MIDI-PYRÉNÉES**  
midipyrenees@amisdelaterre.org

**17 AMIS DE LA TERRE MOSELLE**  
resistanceterre@gmail.com

**18 AMIS DE LA TERRE NORD**  
nord@amisdelaterre.org

**19 AMIS DE LA TERRE NORD BEARN**  
atnb@greli.net

**20 AMIS DE LA TERRE PARIS**  
paris@amisdelaterre.org

**21 AMIS DE LA TERRE POITOU**  
poitou@amisdelaterre.org

**22 AMIS DE LA TERRE RHÔNE**  
amisdelaterre.rhone@gmail.com

**23 AMIS DE LA TERRE SAVOIE**  
savoye@amisdelaterre.org

**24 AMIS DE LA TERRE SEINE ET MARNE**  
seineetmarne@amisdelaterre.org

**25 AMIS DE LA TERRE VAL DE BIÈVRE**  
valdebievre@amisdelaterre.org

**26 AMIS DE LA TERRE VAL D'OISE**  
th.avra@sfr.fr

**27 AMIS DE LA TERRE VAL D'YSIEUX**  
amisdelaterre-val-ysieux@orange.fr



# 2017

## LES TEMPS FORTS DES GROUPES LOCAUX

Aux quatre coins de l'hexagone, les groupes locaux ont démontré une mobilisation sans faille durant cette année 2017. Que ce soit pour relayer les campagnes nationales, résister aux projets imposés et inutiles au niveau local ou déployer des alternatives avec des outils de sensibilisation et des projets créatifs et positifs, les groupes locaux se sont investis pleinement pour la justice environnementale et sociale. Retour sur les temps forts qui ont marqué le réseau militant des Amis de la Terre.



# RÉSISTER, UNE URGENCE FACE À LA SITUATION ACTUELLE

**En 2017, les groupes locaux des Amis de la Terre ont participé activement à la promotion des sujets qui nous touchent le plus dans notre quotidien : pollution de l'air, agriculture et alimentation, consommation et publicité...**

**Tour d'horizon des actions menées par les groupes.**

**Huile de palme : les stations-services pris d'assaut par des orang-outans.** A l'heure où la déforestation ne cesse de ravager les écosystèmes et menace les populations locales en Indonésie et Malaisie, les groupes locaux ont investi les stations-services des distributeurs pour leur demander de s'engager contre l'huile de palme dans les biocarburants. Les Amis de la Terre Val de Bièvre, Haute-Savoie, Nantes, Paris et Angers ont activement participé à cette action... et les premiers résultats sont là : plusieurs distributeurs se sont engagés à prendre des mesures pour supprimer l'huile de palme de leurs carburants. La bataille est loin d'être gagnée mais nous pouvons nous féliciter de ces premières avancées !

Les Amis de la Terre Bouche du Rhône reste d'ailleurs mobilisés sur la question de reconversion industrielle de la raffinerie de Total «la Mède».

**Pollution de l'air : la mobilisation au sein du réseau s'intensifie.** Les Amis de la Terre Paris dénoncent depuis 2006 la situation inacceptable en matière de pollution de l'air. Cette année marque un tournant historique : le Conseil d'État fait droit à la requête des Amis de la Terre et enjoint au gouvernement de prendre des mesures relatives à la qualité de l'air sur l'ensemble du territoire. « C'est la première fois qu'une ONG parvient à faire condamner l'Etat à respecter une directive européenne qu'il viole depuis des années » déclare alors Louis Cofflard, avocat et président des Amis de la Terre Paris

Le groupe local de Haute Savoie poursuit lui aussi la lutte et demande à ses élus la tenue d'un "Grenelle des transports et de la qualité de l'air du bassin annécien". Le groupe s'est par ailleurs mobilisé avec l'action "Lac pur, Air impur" lors du festival international à Annecy. Le groupe local du Val de Bièvre quant à lui a lancé une action sur la pollution de l'air à Anthony avec la distribution de plus de 2000 tracts proposant des mesures concrètes pour améliorer la qualité de l'air.

**Lutter contre l'agression publicitaire**

Nous sommes ravis d'avoir accueilli en 2017 le collectif Résistance à l'Aggression Publicitaire en tant que groupe affilié des Amis de la Terre. Plusieurs actions antipub ont eu lieu au sein du réseau. Le groupe de Dijon et Poitou continuent de dénoncer les méfaits de la pub en montrant les mécanismes d'incitation à la surconsommation.

Sur le nucléaire, les Amis de la Terre Meurthe et Moselle suivent de près la lutte contre le site d'enfouissement nucléaire de Bure, et les Amis de la Terre Poitou participent au collectif Arrêt du nucléaire. Les Amis de la Terre Haute Savoie, Loire Atlantique sont également actifs sur le sujet, et Midi Pyrénées a porté plainte avec 9 associations, contre EDF pour une fuite radioactive à Golfech.

Le propre des groupes locaux des Amis de la Terre, c'est d'être mobilisés fortement sur des menaces locales. Parfois celles-ci ont une envergure qui en fait des Grands Projets Inutiles et Imposés (GPII) : c'est le cas de Notre-Dame-des-Landes, qui a fortement mobilisé le groupe Loire Atlantique bien sûr, mais aussi d'autres groupes locaux dont les militant-e-s se sont déplacé-e-s à Nantes. C'est le cas aussi des projets de lignes à grande vitesse irréalistes, comme Lyon-Turin et le Grand prolongement sud-ouest, qui continuent de mobiliser plusieurs groupes (Savoie : proposition d'autres priorités ; Amis de la Terre Landes : recours au Conseil d'Etat). Sans oublier, la ferme des « 1000 taurillons » dans le Limousin, le centre de loisirs de Gonesse (ski «in-

door» et plage tropicale sur 80 ha de terres agricoles très fertiles) sur lequel le groupe Val d'Oise participe aux actions juridiques.

Plus localement il y a aussi le centre des congrès prévu sur les berges du lac d'Annecy au mépris de la loi littoral, contre lequel les opposants ont marqué un succès : la commission d'enquête ne l'a pas reconnu d'utilité publique. Tout ceci s'inscrit dans une vision globale de ce qu'est une société soutenable, avec laquelle tous ces projets sont incompatibles.

## MOBILISER, UNE MULTITUDE DE MOYENS, TOUJOURS NON-VIOLENTS

L'ensemble des groupes anime ou participe à des activités de sensibilisation du public : via des films, des débats et des conférences. Les groupes locaux affinent leurs moyens de communication. Outre leur site internet (ou leur espace sur le site national), ils sont de plus en plus nombreux sur les réseaux sociaux. Certains diffusent une lettre (la Feuille verte de Midi Pyrénées...) animent une radio (Gironde..)

Les partenariats sont souvent la clé d'actions locales réussies, permettant une convergence des forces. Ne citons, parmi les collectifs permanents, que Stop TAFTA avec en particulier Attac France, le Collectif transition citoyenne dont la Journée de la transition fédère beaucoup d'événements, ANV COP21 et Alternatiba, la Confédération paysanne et les associations d'agriculture biologique. La formation est aussi un moyen privilégié d'informer et de motiver de nouveaux militants : Savoie, Haute Savoie Bizil Val de Bièvre ont beaucoup misé sur cette démarche

Enfin et surtout, parce que l'information, la consultation, la concertation trouvent vite des limites du type « cause toujours », c'est par les actions sur le terrain que les militant-e-s peuvent apporter la contradiction la plus efficace.

## TRANSFORMER : DES ALTERNATIVES ET DES CONSTRUCTIONS COLLABORATIVES

Les Amis de la Terre ne sont pas pour autant en marge des processus institutionnels. Ils participent activement aux consultations locales et siègent dans de nombreux comités locaux (le groupe Hyères en ce qui concerne le Grand Site de la presqu'île de Giens et le parc national, Midi Pyrénées, Landes, Dunkerque, Poitou et d'autres dans de nombreuses commissions portant sur les risques industriels, les déchets, des centrales nucléaires...). Quand il le faut, ils passent à l'action sur le plan juridique, avec d'autres associations. Certains s'impliquent directement dans un organisme, comme la Maison régionale de l'Environnement et des Solidarités, dont un membre des Amis de la Terre Nord assure la vice-présidence.. Bizil continue la promotion du pacte de la Transition auprès des collectivités locales basques, et œuvre pour la création de la Communauté d'agglomération du pays basque.

Enfin, de multiples initiatives visent à promouvoir la transition vers une société plus soutenable : les « répar-café » (Nantes, Dijon), la gestion écologique d'un bois (Val d'Ysieux), la mise en place de bandes cyclables virtuelles (Nord), la promotion d'un repas à base végétale dans les cantines scolaires (Val de Bièvre), la réhabilitation d'un théâtre (Poitou), le partage des jardins (Dijon...), la gestion des déchets et le recyclage (Dijon, Paris, Val de Bièvre, Poitou, Nord Béarn) et le collectif CitoyENR, lancé par un groupe moteur « Toulouse en Transition » et les Amis de la Terre Midi-Pyrénées.

# EN 2018



## 1<sup>er</sup> axe

### L'Histoire que l'on va raconter

Plusieurs victoires d'étapes ont marqué l'année 2017 : BNP s'est notamment engagée à réduire son soutien aux énergies fossiles. En ce début d'année 2018, notre mobilisation pour faire plier les banques continue et s'intensifie. Société Générale fait la sourde oreille, et aujourd'hui, c'est la première banque au monde à financer les projets d'exportation de gaz de schiste.

Le message est donc clair : le chemin est parsemé d'embûches, mais sous notre pression, nous pouvons obtenir des victoires !

Aussi, il est temps de tourner la page à notre société de consommation à outrance, en favorisant le secteur de la réparation et en exigeant des produits électriques et électroniques durables.

Nous ne cesserons de nous battre également pour dénoncer l'impunité des multinationales, en soutenant les négociations pour un traité à l'ONU. Ce projet de traité représente un espoir inédit pour des millions de victimes dans le monde des atteintes aux droits humains et à l'environnement commises par des multinationales.

Notre rôle est aussi d'alerter et de dénoncer les fausses solutions comme l'idée de remplacer le pétrole par l'huile de palme pour faire rouler nos voitures.

Seul-e-s, nous savons que nous ne pouvons pas être à la hauteur des défis. C'est pourquoi, les Amis de la Terre France travaillent en réseau : à l'international, avec nos groupes dans 75 pays qui se battent aux côtés de celles et ceux qui sont les plus frappé-e-s par la crise climatique mais aussi, en France, avec des alliés stratégiques comme Alternatiba, ANV-COP21 et RAP (Résistance à l'Agression Publicitaire) qui permettent à de nouvelles personnes de rejoindre le mouvement pour la justice climatique.

## 2<sup>ème</sup> axe

### Les méthodes et formations que nous allons déployer

La formation des militant-e-s, l'échange d'expériences et la mutualisation de bonnes pratiques sont essentiels. C'est pourquoi la Fédération organise régulièrement des sessions de formation et des journées d'échange à Paris ou en Province. Ces sessions permettent de réfléchir sur nos pratiques militantes (concevoir une stratégie, organiser une action non-violente...), d'acquérir des méthodes de travail efficaces (animer une réunion, gérer un projet collaboratif...) ou encore de favoriser des rencontres physiques entre les membres d'un groupe de travail thématique.

En 2018, le tour Alternatiba sera l'événement emblématique pour la promotion des alternatives citoyennes et écologiques. Du 9 juin au 6 octobre, partout en France, le Tour Alternatiba ira à la rencontre de celles et ceux qui construisent et s'indignent, partagent et bâtissent ensemble les chemins qui permettront aux alternatives de devenir des normes.

Notre plan triennal sera débattu et voté lors de l'Assemblée Fédérale, les 2 et 3 juin prochains. Un moment clé donc pour la fédération, qui permettra de consolider les projets de campagnes, de mobilisation et de communication pour les trois prochaines années.

Nous avons prouvé que notre créativité et notre capacité à concevoir des stratégies non-violentes d'accumulation de forces sont des outils puissants pour bousculer les inerties, obtenir des victoires tangibles et enclencher des dynamiques citoyennes de transition.

## 3<sup>ème</sup> axe

### Les outils pour mieux accueillir, s'informer et échanger

Les Amis de la Terre France, c'est avant tout une association ouverte, un lieu d'échange pour les militant-e-s et un outil pour développer de nouveaux projets, renforcer les luttes ou promouvoir les alternatives. Pour pouvoir jouer ce rôle, il faut parfois oser parler de soi. L'outil « Amis de la Terre France » sera utile s'il est connu et reconnu, s'il est sollicité par le plus grand nombre, et si son projet, ses valeurs sont partagées à toutes les échelles, du local au national. Oui, nous devons renforcer le sentiment d'appartenance à cette grande famille militante en faveur de la justice sociale et environnementale ; une famille qui ne demande qu'à s'agrandir, qu'à accueillir celles et ceux qui partagent notre vision des sociétés soutenables.

Une vidéo institutionnelle disponible sur notre site depuis ce début 2018 a permis de mettre en avant nos valeurs, à travers les militant-e-s de tout âge pour « mobiliser, résister, transformer ».

D'autre part, la refonte du site web permettra aux militant-e-s et sympathisant-e-s de naviguer à travers un outil plus intuitif, où les informations seront à la portée de toutes.

Un nouveau support permettra également d'exposer notre position pour des « Sociétés soutenables », une vision claire et juste d'un monde respectueux des populations et de l'environnement.

Le « manuel militant » sera aussi finalisé (il s'agit d'un kit complet pour aider les organisateurs-trices et coordinateurs-trices à animer des groupes et mener des actions locales).

Nous travaillons également à la mise en place de nouveaux outils de gestion, lesquels nous permettront de fournir une relation attentionnée aux bénévoles, sympathisant-e-s, donateurs-trices et adhérent-e-s qui nous soutiennent au quotidien !